



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 boulevard de la Dollée
CS 70271
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARC LES HAUTS VENTS

74 RUE LIEUTENANT DE MONTCABRIER
ZAC DE MAZERAN
34500 Béziers

Références : 2025-677
Code AIOT : 0005306842

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement PARC LES HAUTS VENTS implanté CHE HAUTE CHEVRE FERME DE HAUTE CHEVRE 50160 Saint-Amand-Villages. L'inspection a été annoncée le 20/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC LES HAUTS VENTS
- CHE HAUTE CHEVRE FERME DE HAUTE CHEVRE 50160 Saint-Amand-Villages
- Code AIOT : 0005306842
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien des Hauts Vents comprend un poste de livraison et trois éoliennes Enercon E82/2300, chacune d'une puissance de 2,3 MW, d'une hauteur totale en bout de pale de 126 m et d'un rotor de 82 m de diamètre. L'ensemble est implanté sur le territoire de la commune de Saint-Amand-Villages.

Autorisé par permis de construire délivré le 11 juillet 2008, le parc a été mis en service le 13 janvier 2011, soit avant le classement des éoliennes terrestres au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). La société exploitante a sollicité le bénéfice des droits acquis par antériorité d'exploitation le 21 juin 2012, acté par récépissé préfectoral du 23 août 2012. Les prescriptions applicables sont celles définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié.

Sur le plan organisationnel, la société PARC LES HAUTS VENTS est l'exploitante du parc, la gestion étant assurée par TOTALENERGIES RENOUVELABLES FRANCE. La maintenance en tant que telle des éoliennes est confiée à ENERCON dans le cadre d'un contrat de maintenance complet.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Essais annuels des arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 - 2ème alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Contrôle brides de serrage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Contrôle visuel des pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
3	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
4	Prescriptions aux tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 - 2ème alinéa	Sans objet
5	Intérieur des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
7	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 - 3ème alinéa	Sans objet
10	Systèmes instrumentés	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de sécurité		
11	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 - 2ème alinéa	Sans objet
12	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
13	Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
14	Renouvellement des garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entretien et la maintenance des éoliennes sont globalement assurés par l'exploitant. Toutefois, l'inspection a relevé plusieurs insuffisances concernant la traçabilité et la justification des contrôles réglementaires (tests annuels des dispositifs de sécurité, inspections visuelles des pales, suivi des brides et fixations). Des améliorations sont attendues, tant sur le respect de la périodicité des contrôles que sur la formalisation des modalités de leur réalisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, OREOL
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste(s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p> <p>II. A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article [...], la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'avis mentionné au I de l'article 2.2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 a été publié au Bulletin officiel du ministère chargé de l'environnement le 23 avril 2022. En application du II du même article, l'exploitant est tenu de déclarer les données techniques du parc sur l'application OREOL (Outil de Référencement des Éoliennes).</p> <p>Le jour de l'inspection, les données techniques relatives au parc éolien des Hauts Vents n'étaient pas déclarées par l'exploitant sur l'application OREOL.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit procéder à la déclaration des données techniques relatives au parc éolien des Hauts Vents dans l'application OREOL et transmettre à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, les éléments justificatifs attestant de cette déclaration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage diurne
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : Le jour de l'inspection, le balisage diurne est opérationnel. Chaque aérogénérateur est équipé de feux d'obstacle à éclats blancs assurant le balisage lumineux diurne. Ces dispositifs sont installés au sommet des nacelles et fonctionnent de manière synchronisée sur l'ensemble des éoliennes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle de l'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité des installations, Accès aux éoliennes
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Lors de l'inspection, l'accès à l'aérogénérateur visité (éolienne E2) est maintenu fermé à clef.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prescriptions aux tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 - 2ème alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public, Prescriptions aux tiers
Prescription contrôlée :

<p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; • l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; • la mise en garde face aux risques d'électrocution ; • la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection des installations classées constate la présence de panneaux d'affichage positionnés aux abords des chemins d'accès des éoliennes. Ces panneaux indiquent de manière lisible, par écrit et au moyen de pictogrammes, les dangers ainsi que les consignes de sécurité à observer par les tiers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Intérieur des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, la visite du palier de l'aérogénérateur E2 confirme un état de propreté satisfaisant ainsi que l'absence de tout matériau combustible ou inflammable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Essais annuels des arrêts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 - 2ème alinéa</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour l'éolienne E2, l'exploitant n'a pas apporté à l'inspection des installations classées les</p>

<p>justificatifs relatifs à la réalisation des essais annuels des dispositifs de mise à l'arrêt et de mise à l'arrêt d'urgence.</p> <p>En ce qui concerne les équipements de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse, l'inspection des installations classées a consulté le dernier rapport de maintenance (Wind Based Maintenance) établi par Enercon le 9 mai 2025, lequel ne mentionne aucun défaut pour l'éolienne E2. Le rapport précédent avait été établi le 15 avril 2024.</p> <p>Il est précisé que l'inspection n'a procédé, par échantillonnage, qu'à la vérification des documents relatifs à l'éolienne E2, soit une des trois éoliennes constituant le parc.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un mois, de la réalisation des tests annuels de mise à l'arrêt et de mise à l'arrêt d'urgence pour l'éolienne E2.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Contrôle des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 - 3ème alinéa</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>La vérification des installations électriques a été réalisée le 10 juillet 2025 par une société compétente. L'exploitant a présenté les rapports de vérification périodique des installations électriques en date du 11 juillet 2025 (E1 : réf. H0290/25/10112 ; E2 : réf. H0290/25/10103 ; poste de livraison : réf. H0290/25/10104) et du 27 août 2025 (E3 : réf. H0290/25/12104), les précédents rapports datant du 1er août 2024.</p> <p>Pour les trois éoliennes, aucune non-conformité n'est relevée. Concernant le poste de livraison, une observation récurrente est signalée sur le bloc autonome d'éclairage de sécurité du local SCADA (défaut de fonctionnement déjà relevé en 2024). L'exploitant indique prévoir son remplacement et être en attente de devis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Contrôle brides de serrage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle brides</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour l'éolienne E2 contrôlée, l'exploitant a présenté un rapport de contrôle des brides de fixation des pales et des points d'ancrage du mât, établi par Enercon le 30 décembre 2024 (rapport « Main maintenance »). Ce rapport ne relève aucun défaut concernant les brides de fixation des pales. Le précédent rapport disponible datait du 25 janvier 2024.</p> <p>En revanche, aucun justificatif n'a été produit concernant les brides de mât et les autres fixations visées par la prescription. L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que chaque bride fait l'objet d'un contrôle au moins tous les trois ans, ni de préciser les modalités de contrôle mises en œuvre (contrôle visuel, clé dynamométrique, etc.).</p> <p>En l'absence de procédure tracée, l'inspection des installations classées ne peut conclure que l'ensemble des brides et fixations de l'éolienne E2 est effectivement contrôlé dans la périodicité réglementaire. Seuls les résultats relatifs aux brides de pales ont été présentés, sans justificatifs pour les autres brides et fixations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet, sous un délai d'un mois, à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les justificatifs attestant du contrôle des brides de mât, des brides de serrage et des fixations autres que celles des pales ; • la procédure interne de contrôle des brides, précisant les modalités de contrôle (visuel, clé dynamométrique...), la périodicité appliquée et, le cas échéant, le lissage prévu afin de garantir que chaque bride est contrôlée au minimum tous les trois ans.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Contrôle visuel des pales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle pales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport daté du 31 juillet 2025, établi par Alpha Wind, relatif au contrôle du calage des pales (pitch). Ce document portait sur l'évaluation de l'angle de calage et ne comportait pas d'éléments concernant l'état des pales.</p> <p>Aucun rapport de contrôle visuel des pales n'a été fourni pour l'année 2025, contrairement à la prescription qui impose un contrôle visuel semestriel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de deux mois, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant de la réalisation du contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés datant de moins de 6 mois ; préciser la procédure définissant les modalités de ce contrôle visuel, incluant la nature des vérifications effectuées (état des pales, recherche d'impacts de foudre, fissures, dégradations, etc.) et les moyens utilisés pour l'inspection (jumelles, drones, nacelle, etc.).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Systèmes instrumentés de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liste des SIS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la liste des systèmes instrumentés de sécurité (SIS). Cette liste a été transmise ultérieurement, par courriel du 28 novembre 2025, à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le document reçu précise les capteurs suivis, leur rôle, leur périodicité de contrôle (une fois par an pour chaque capteur) ainsi que les opérations de maintenance et de test à réaliser. Les capteurs recensés couvrent quatre types de risques : incendie, survitesse, perte d'intégrité et séisme.</p> <p>En l'absence de cette liste lors de la visite, l'inspection n'a pas pu vérifier les résultats du dernier</p>

contrôle relatif à l'état fonctionnel et à la maintenance des SIS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 - 2ème alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection de l'éolienne E2, un registre de maintenance (logbook) était présent dans l'aérogénérateur. Ce registre consigne les interventions réalisées par Enercon sur le site, en indiquant les dates et les types de maintenance effectuées (maintenance principale, maintenance graissage, maintenance vent, etc.). Il permet de tracer les opérations de maintenance, leur nature, les éventuelles défaillances constatées ainsi que les actions préventives et correctives engagées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Situations d'urgence, Consignes et procédures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; • les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; • les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; • les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; • le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection de l'éolienne E2, des consignes de sécurité et un plan de secours étaient affichés à l'intérieur, au palier bas du mât. Le plan précise les comportements à adopter en cas de blessures ou d'incendie, ainsi que les numéros de téléphone du responsable d'intervention et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant dispose de protocoles de gestion des situations d'urgence couvrant notamment les défaillances techniques majeures (survitesse, défaillance des freins, rupture ou chute de pale) et l'incendie. Ces protocoles détaillent les actions immédiates à mettre en œuvre selon la situation (mise en sécurité des installations, alerte des secours, sécurisation du site...).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Moyens de lutte contre incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un extincteur au CO₂ est présent en pied de mât de l'éolienne E2 visitée. Cet équipement, mis en service en juillet 2017, fait l'objet d'un contrôle annuel, le dernier ayant été réalisé le 9 avril 2025. La présence d'un extincteur au sommet de l'éolienne n'a pas été vérifiée lors de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Renouvellement des garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31</p>
<p>Thème(s) : Autre, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les garanties financières du parc éolien des Hauts Vents ont été renouvelées. Un acte de cautionnement solidaire a été établi le 5 juin 2025, valable pour la période du 25/08/2025 au 24/08/2030.</p>

